Parc national des Ecrins

Décision individuelle n°270/2019

Pétitionnaires : Grégory Tourreau et Mathias Lopez (Société Vecom Video)
Adresse : 1 rue Pommerot – 39130 Clarvaux les lacs
Localisation : Lac de la Muzelle
Nature de la demande : Prises de vues à des fins professionnelles ou à but commercial
Dossier suivi par : Annick MARTINET – Clothilde SAGOT

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.331 4-1, R.331-26, R.331-65 et R.331-68 ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 16 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment son MARCoeur n°25 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Considérant la demande formulée le 14 juin 2019 ;

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 25 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « participation aux missions de l'établissement public du parc» ;

Décide :

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande
Monsieur Mathias Lopez (Société Vecom Video), est autorisé, aux conditions définies dans les articles suivants, à faire réaliser des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du parc national des Écrins, au Lac de la Muzelle, sur la commune de Venosc. Ces prises de vues et de sons ont vocation à valoriser le milieu et les territoires de montagne. Mais aussi d'éveiller le grand public sur les enjeux et les pressions du cycle de l'eau « notamment sur les têtes de bassins et milieux isolés » et de participer ainsi au projet Plastilac et au réseau lacs sentinelles.

Article 2 : Prescriptions
La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
1- dans le cœur du parc national, les images devront être réalisées à pieds, sans véhicule terrestre ou aérien, l'utilisation de drone est interdite,
2- les prises de vues et de sons devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit,
3- tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues et de sons devront être emportés en dehors du cœur du parc national,
4- la publicité sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national, et

l'utilisation à des fins publicitaires des images réalisées est interdite dans le cadre de la présente décision,
5- l'équipe adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale en cœur de parc national,
6- les pétitionnaires s'engagent à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au nom respect de la réglementation,
7- une mention devra préciser que les prises de vues et de sons ont été réalisées dans le respect des règles en vigueur dans le cœur du parc national, avec l'autorisation du directeur,
8- ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que celui mentionné à l'article 1,
9- le bénéficiaire est tenu de fournir au parc national des Écrins une copie du film terminé qui pourra utiliser pour ses animations, son site internet.

Article 3 : Durée
La présente décision est délivrée pour le 19 juin 2019. En cas de report/modification du calendrier, le Parc national devra être préalablement informé.

Article 4 : Mesures de contrôle
La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations
Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions
Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication
La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : *http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs*).

À GAP, le 17/06/2019

Le directeur du Parc national des Écrins

Pierre COMMENVILLE

Copie : secteur du Valbonnais/Oisans

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.